

ACADÉMIE POLONAISE DES SCIENCES
CENTRE SCIENTIFIQUE À PARIS

CONFÉRENCES

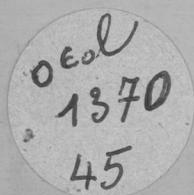
FASCICULE 45



ZDZISŁAW FEDOROWICZ

PROBLÈMES
DE LA PLANIFICATION FINANCIÈRE
DANS UNE ÉCONOMIE SOCIALISTE

PAŃSTWOWE WYDAWNICTWO NAUKOWE
WARSZAWA



Rédacteur en chef:

Prof. Paul Szulkin

Directeur du Centre Scientifique
de l'Académie Polonaise des Sciences à Paris

74, rue Lauriston, Paris 16^e
Tel. KLÉ. 51-91

Secrétaire de la Rédaction
au Centre Scientifique à Paris:

Eda Ridnik

Secrétaire de la Rédaction:
à Varsovie, PKiN, XXI, 21-20

Hélène Devechy

Państwowe Wydawnictwo Naukowe
(PWN Editions Scientifiques de Pologne)

Warszawa

Imprimé en Pologne DRP

Echanges

ACADÉMIE POLONAISE DES SCIENCES
CENTRE SCIENTIFIQUE À PARIS



CONFÉRENCES

FASCICULE 45



ZDZISŁAW FEDOROWICZ

PROBLÈMES
DE LA PLANIFICATION FINANCIÈRE
DANS UNE ÉCONOMIE SOCIALISTE

PAŃSTWOWE WYDAWNICTWO NAUKOWE
WARSZAWA

0201.1370 45

CONFÉRENCES FAITES A L'ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES
VI^e SECTION, PAR ZDZISŁAW FEDOROWICZ, PROFESSEUR A L'ÉCOLE
SUPÉRIEURE DE PLANIFICATION ET STATISTIQUE DE VARSOVIE,
SOUS LA PRÉSIDENTE DU PROFESSEUR CHARLES BETTELHEIM

les 26 et 27 Mars 1963

27
0.01.3.10

FLUX MONÉTAIRES DANS L'ÉCONOMIE SOCIALISTE

Notre objectif est de donner une idée générale des principaux problèmes de la planification financière dans une économie socialiste, sur l'exemple concret de la Pologne.

Dans tous les pays socialistes de l'Europe les systèmes de gestion et de planification de l'économie nationale — bien que, basés sur les mêmes principes — ont leurs particularités, et diffèrent en beaucoup de détails. C'est aussi le cas de la Pologne, et c'est pour cela que son exemple, valable en général pour toute économie socialiste en ce qui concerne l'étude des méthodes et des instruments de planification financière, reste, en certains cas, particulier et ne peut être généralisé. Nous soulignerons ces particularités du système financier et de la planification financière en Pologne, afin d'éviter des généralisations abusives.

L'examen des problèmes de la planification financière doit être précédé d'une description du système financier et monétaire polonais, parce que ces problèmes apparaissent dans le cadre de ce système et seraient peu compréhensibles en dehors de celui-ci. Il nous est impossible de faire ici une analyse ou une description complète du système financier et monétaire d'un pays socialiste. Nous nous bornerons à un schéma simplifié des opérations monétaires et financières, qui s'effectuent dans notre économie, sans cependant déformer l'image réelle du processus économique dont nous parlons.

Dans notre schéma — qui aura la forme d'un tableau — toutes les opérations monétaires seront représentées comme des flux monétaires. Sous la notion de flux monétaire nous comprenons la somme globale des opérations (transactions), homogènes d'un certain point de vue, effectuées dans une période donnée. Lorsque nous parlons de transactions homogènes d'un certain point de vue, cela signifie, que toutes ces transactions, qui seront groupées dans un flux monétaire, doivent avoir une particularité commune, que nous allons prendre comme critère d'une telle division. Le choix de ce critère de division est naturellement d'une importance primordiale pour la construction du tableau.

Dans le processus historique de développement de la société humaine, la monnaie parût comme un moyen d'échange de produits, et — bien qu'ayant acquis au cours de ce processus d'autres fonctions — elle reste toujours l'instrument d'échange des biens. Dans une économie socialiste, où les opérations financières liées avec le marché des capitaux n'existent pas, le rôle de la monnaie, comme moyen d'échange, est plus évident que dans une économie capitaliste.

C'est pour cela que nous prendrons comme critère de division, pour grouper les opérations monétaires en flux monétaires homogènes, la liaison entre le mouvement de la monnaie et les mouvements des biens matériels.

D'après ce critère nous allons distinguer trois genres d'opérations monétaires (et, en conséquence, de flux monétaires):

1°. Les opérations de vente et d'achat, où le mouvement de la monnaie est lié d'une façon directe avec le mouvement réciproque des produits ou des services matériels. Dans ces opérations chaque versement de la monnaie a son équivalent matériel. (Nous admettons ici, que toutes les livraisons sont payées immédiatement, c'est-à-dire, que la vente à crédit n'existe pas).

2°. Les transferts — c'est-à-dire les opérations monétaires, dans lesquelles nous n'observons aucun équivalent matériel contre les versements de la monnaie. Les transferts sont effectués d'après différents titres, sous des formes diverses, comme par exemple les salaires, les impôts, les subventions budgétaires, etc.

3°. Les opérations du crédit bancaire. Ce genre d'opérations ressemble aux transferts en ce que le versement de la monnaie n'est pas lié ici avec un équivalent matériel — mais s'en distingue par ailleurs, parce que les transferts sont une recette monétaire d'un agent et une dépense d'un autre, tandis que les crédits bancaires sont basés sur la création, l'émission de la monnaie.

Cette dernière constatation exige une explication. Si nous parlons de la monnaie dans le système socialiste — nous entendons aussi bien les billets bancaires, que les dépôts à des comptes bancaires. Les paiements sont effectués aussi bien avec des billets que par le virement des dépôts. Par conséquent, un versement des billets bancaires dans un guichet de la banque ne signifie rien d'autre, qu'un changement de forme de la monnaie, qui reste toujours en possession de son propriétaire et peut être utilisée pour chaque paiement. Cela veut dire, que nous ne considérons pas le versement des billets au compte bancaire comme un prêt, accordé par le client à la banque. La banque ne doit rien à ce client — sauf l'exécution de ses ordres de paiement; la monnaie bancaire (dépôts) reste disponible au même degré, que les ressources monétaires au comptant. En conséquence, on ne doit pas comprendre, que la banque emploie les dépôts d'une partie de clients pour accorder des crédits à d'autres. Pour accorder le crédit, la banque doit créer la monnaie, elle doit chaque fois augmenter le montant global de la monnaie, soit par une émission de billets bancaires, soit par la création de dépôts.

C'est cette condition même qui implique la différence entre les transferts et les opérations de crédit dans notre analyse. Tandis que les transferts n'augmentent jamais le pouvoir d'achat global — tout en changeant sa répartition parmi des divers groupes d'agents — les opérations de crédit peuvent conduire à une augmentation du pouvoir d'achat global. Le fonctionnement du crédit bancaire en tant que source de la monnaie sera examiné plus loin d'une manière plus approfondie.

La contrepartie du flux monétaire de crédits bancaires est la formation de l'épargne monétaire. Par cette notion nous entendrons la formation de toute réserve monétaire, indépendamment de sa forme et du caractère de l'agent qui en dispose. Nous allons donc appeler «épargne» aussi bien la thésaurisation de billets bancaires par des particuliers (les ménages), que l'excédent budgétaire qui conduit à l'augmentation des dépôts aux comptes budgétaires à la banque d'État.

Ayant groupé les opérations monétaires, nous passons au groupement des agents, qui sont les sujets des opérations monétaires (et non seulement monétaires) dans une économie socialiste. Le critère de division reste pour nous en ce cas le même: la liaison avec le processus de la production et l'échange des biens matériels. D'après ce critère nous allons distinguer les groupes d'agents suivants:

1°. Les entreprises de production matérielle (EP). Ces entreprises produisent et vendent les biens et les services:

a) aux autres entreprises de production matérielle (les produits intermédiaires et moyens de production),

b) aux entreprises de commerce intérieur (les moyens de consommation),

c) aux entreprises de commerce extérieur (les moyens de production et les moyens de consommation, destinés à l'exportation).

La vente des produits et des services est la source principale de recettes monétaires de ce groupe d'agents. En plus, les entreprises de production obtiennent des recettes monétaires sous forme de subventions budgétaires et de crédits bancaires.

2°. Les entreprises de commerce intérieur (CI). Ces entreprises vendent les marchandises aux ménages et à des unités budgétaires. Ce groupe d'agents a d'autres sources de recettes monétaires; ce sont des subventions budgétaires et le crédit.

3°. Les entreprises de commerce extérieur (CE), qui vendent les biens importés de l'étranger aux entreprises de production (les produits intermédiaires et moyens de production) et aux entreprises de commerce intérieur (les moyens de consommation). Il faut ajouter, que les opérations du commerce extérieur ne sont considérées dans notre tableau que dans leur partie interne, c'est-à-dire, que les opérations effectuées en devises entre les entreprises de commerce extérieur et leurs correspondants étrangers ne sont pas inclus dans le tableau. Les opérations monétaires des entreprises de commerce extérieur comportent les versements réciproques avec le budget d'État. Ces versements résultent des différences entre les prix du marché intérieur et les prix du marché mondial sur les marchandises exportées ou importées. Les entreprises de commerce extérieur payent aux producteurs des marchandises destinées à l'exportation les prix du marché intérieur; si le prix, obtenu à l'étranger en devises, calculé en zlotys, au taux officiel de change, ne couvre pas le prix intérieur payé à la livraison —

la différence, augmentée d'une marge de profit pour l'entreprise d'exportation, est payée par le budget d'État. Dans les opérations d'importation ces versements vont en sens contraire. Toutes ces opérations — dont le montant global

Le bilan financier de l'économie polonaise pour 1957
(en milliards de zlotys)

	EP	CĒ	CI	M	B	C	Total
EP ventes, subventions, crédit	307,9	28,9	176,9	—	15,7 63,8	— 9,0	529,4 63,8 9,0 <u>602,2</u>
CE ventes, subventions	38,6	—	1,1	—	— 25,5	—	39,7 <u>25,5</u> 65,2
CI ventes, subventions, crédit	45,7	—	135,0	170,3	14,0 1,4	— 6,4	365,0 1,4 6,4 <u>372,8</u>
M salaires, subventions, vente des prod. agric., crédit	100,1	1,0	8,8 41,0	18,8	34,2 18,5	— 6,2	162,9 18,5 41,0 6,2 <u>228,6</u>
B services, impôts	99,4	35,7	9,7	21,7 12,2	—	—	21,7 <u>157,0</u> 178,7
C dépôts, caisse	10,5	—0,4	0,3	3,4 2,2	5,6	—	19,4 <u>2,2</u> 21,6
Total	602,2	65,2	372,8	228,6	178,7	21,6	1469,1

est assez considérable — s'expliquent par le fait, que le taux officiel de change des devises étrangères est trop bas et ne correspond pas au pouvoir d'achat réel de notre monnaie par rapport aux devises étrangères.

4°. Les ménages (M). Les salaires constituent la plus importante source de recettes monétaires des ménages. Ensuite, comme il y a toujours en Pologne un grand nombre de fermes individuelles, nous avons inclus dans ce groupe d'agents

les recettes provenant de la vente des produits agricoles. Les autres recettes monétaires des ménages sont: les subventions d'État (pensions, prestations familiales, bourses, etc.) et le crédit bancaire.

5°. Le budget d'État et toutes les institutions budgétaires (B). Nous avons exclu de notre tableau les opérations internes, effectuées entre les divers agents de ce groupe. En conséquence restent ici comme sources de recettes monétaires les impôts et autres paiements obligatoires au budget et la vente de services non matériels, effectuée par les établissements d'État (cinémas, théâtres, radio, télévision, etc.) Les dépenses, outre les subventions déjà mentionnées, sont constituées par les frais d'administration, de l'action sociale et culturelle, de l'enseignement, etc.

6°. Les banques (C). Dans notre tableau ne figure que le résultat final des opérations bancaires, c'est-à-dire l'augmentation du montant des crédits, des dépôts et de l'émission des billets bancaires. Les frais d'administration et les recettes des banques pour leur services sont inclus dans le groupe B, afin d'obtenir dans la rubrique C l'image claire des opérations de crédit et de la formation de l'épargne monétaire.

RÔLE DE CRÉDIT BANCAIRE DANS LA RÉPARTITION DES PRODUITS

Le tableau du bilan financier de l'économie polonaise pour 1957 montre d'une manière simplifiée la structure du système financier de notre pays. Il n'explique cependant pas son mécanisme, et il n'explique surtout pas, comment la monnaie entre en circulation et quel rôle joue le crédit bancaire dans son émission. Pour aborder cette question, nous nous servons d'un exemple numérique, encore plus schématisé et plus simplifié que le tableau financier.

Admettons que, dans une période donnée, les entreprises ont produit des marchandises d'une valeur de 10.000 unités monétaires, dont 6.000 sont les produits intermédiaires et des moyens de production, et 4.000 sont des moyens de consommation. Au cours de la production, il a été utilisé des produits intermédiaires pour la valeur de 5.000; il reste donc des moyens de production pour la valeur de 1.000 comme investissements. Du total des moyens de consommation une partie de valeur de 3.500 unités monétaires est destinée à la consommation individuelle, l'autre partie de valeur de 500 à la consommation collective. Telle est la répartition des biens matériels. Voyons maintenant comment se présente le côté monétaire de ce processus.

Les entreprises vendent leur production pour 10.000. Ils payent les salaires qui s'élèvent à 2.000, et — comme le coût des produits intermédiaires atteint 5.000 — leur coût de revient monte à 7.000. Ainsi donc le bénéfice brut des entreprises est de 3.000. Admettons que ce dernier est versé au budget d'État.

Le budget verse sur ces recettes de 3.000 : 1.500 à titre de salaires, 500 pour des marchandises à la consommation collective, 1.000 à titre de subventions

pour des investissements. De telle façon les dépenses budgétaires sont égales à ses recettes.

Les salaires, que les ménages reçoivent des entreprises s'élèvent à 2.000, ceux du budget à 1.500, au total à 3.500. Tout ceci est destiné à l'achat des biens de consommation. Le bilan des recettes et des dépenses des ménages est complètement équilibré. C'est le cas aussi du bilan des recettes et des dépenses des entreprises.

Nous pouvons alors montrer la circulation de la monnaie en nous servant de comptes bancaires schématisés. Toutes les opérations de notre exemple seront effectuées comme suit:

1. La banque accorde aux entreprises le crédit d'un montant de 10.000 contre le stock de produits finis.
2. Les entreprises payent à d'autres entreprises 5.000 pour les produits intermédiaires obtenus et utilisés au cours de l'exercice.
3. Les entreprises rendent 5.000 de prêt bancaire.
4. Les entreprises payent 2.000 de salaires.
5. Les entreprises versent 3.000 de bénéfices au budget.
6. Le budget paye 1.500 de salaires.
7. Le budget achète des marchandises, destinées à la consommation collective pour une valeur de 500.
8. Les entreprises rendent 500 de prêt bancaire.
9. Le budget verse une subvention de 1.000 aux entreprises d'investissement.
10. Les entreprises d'investissement achètent des moyens de production pour la valeur de 1.000.
11. Les entreprises rendent 1.000 unités de prêt bancaire.
12. Les ménages achètent des moyens de consommation pour une valeur de 3.500.
13. Les entreprises de production rendent le reste du prêt bancaire.

Dans notre exemple tous les biens sont répartis, et la monnaie, mise en circulation, disparaît, après avoir servi comme moyen de répartition des biens matériels. Ceci signifie, que le crédit bancaire jouait dans cet exemple le rôle d'instrument d'émission, mais il n'a rien changé dans les proportions de la répartition des biens.

En pratique, une telle situation n'a jamais lieu. Pour nous approcher du processus réel, admettons que les ménages épargnent une partie de leur recettes, disons 200 unités monétaires. Cela signifie, que leurs dépenses seront diminuées de 200 et que ce sera de même des recettes des entreprises, qu'il se formera un stock de marchandises et que le crédit bancaire restera en partie non remboursé.

Et voilà ces opérations enregistrées aux comptes bancaires:

EP — compte des dépôts				EP — compte de crédit			
2)	5.000	10.000	1)	1)	10.000	5.000	3)
3)	5.000	5.000	2)			500	8)
4)	2.000	500	7)			1.000	11)
5)	3.000	1.000	10)			3.500	13)
8)	500	3.500	12)		10.000	10.000	
11)	1.000						
13)	3.500						
	<u>20.000</u>	<u>20.000</u>					

Émission de billets bancaires				B — budget			
12)	3.500	2.000	4)	6)	1.500	3.000	5)
		1.500	6)	7)	500		
	<u>3.500</u>	<u>3.500</u>		9)	1.000		
					<u>3.000</u>	<u>3.000</u>	

Entreprises d'investissement			
10)	1.000	1.000	9)
	<u>1.000</u>	<u>1.000</u>	

Les soldes sur nos comptes bancaires schématisés changeront de manière suivante:

EP — compte des dépôts		EP — compte de crédit	
19.800	19.800	10.000	9.800
			200 solde
		<u>10.000</u>	<u>10.000</u>

Émission de billets bancaires		Bilan de la banque	
solde	3.700	crédit	200
	200		émission 200
	<u>3.500</u>	<u>200</u>	<u>200</u>
	3.500		

Le crédit bancaire, dans ce cas, joue non seulement le rôle d'un instrument de l'émission, mais aussi celui d'une source de recettes monétaires pour des entreprises. Le crédit bancaire de 200 unités monétaires a remplacé les recettes de la vente des marchandises, ce qui a permis de réaliser toutes les dépenses des entreprises (sauf le remboursement de crédit) comme dans l'exemple précédent.

Mais le rôle du crédit reste toujours passif. La différence dans les proportions de répartition des produits n'est due qu'à la formation de l'épargne. Le rôle actif du crédit bancaire commence lorsqu'on l'emploie pour augmenter la consommation finale. Ce sont les crédits accordés aux entreprises d'investissement, aux ménages, etc. qui jouent ce rôle.

Admettons que, dans l'exemple précédent, l'augmentation du stock des moyens de consommation est considérée comme indésirable. Pour vendre ces marchandises on a décidé d'accorder des crédits aux particuliers. Le montant de ces crédits est fixé au niveau de 150 unités monétaires. Les comptes bancaires dans notre exemple changent comme suit:

EP — compte des dépôts	EP — compte de crédit
19.950 19.950	10.000 9.950
	50 solde
	10.000 10.000
Émission de billets bancaires	Crédit à la consommation
3.300 3.500	150 150 solde
150 150	
solde 200	
3.650 3.650	
Bilan de la banque	
Crédits à stocks 50	Émission 200
Crédits à la consommation 150	200
200	200

Dans le troisième cas le crédit bancaire a joué pour la première fois un rôle actif, comme instrument de la répartition des produits. Si les crédits bancaires sont accordés uniquement contre les stocks de produits finis — ou contre des règlements de la vente de ces produits — il n'y a aucun danger de provoquer un déséquilibre sur le marché. Ce danger se présente lorsque des crédits sont accordés à la consommation et aux investissements. Le montant de ces crédits doit être limité par la formation de l'épargne régulière, et par sa structure. La prévision de la formation de l'épargne devient un des principaux problèmes de la planification des crédits. Mais ce n'est pas de notre ressort d'examiner ici ces problèmes. Notre exemple n'a servi qu'à expliquer comment la monnaie est introduite en circulation et comment elle disparaît après avoir joué le rôle d'instrument d'échange; il nous a permis aussi de montrer, comment, dans une économie socialiste, le crédit bancaire peut être utilisé comme instrument actif de la répartition des biens.

PLANIFICATION FINANCIÈRE À COURT TERME ET LE PROBLÈME
DE L'ÉQUILIBRE DU MARCHÉ

Les finances jouent dans une économie socialiste le rôle d'un instrument de la répartition des revenus monétaires suivie d'une répartition des produits. Ainsi, la première tâche de la politique financière de l'État-planificateur est de former les revenus monétaires de divers groupes d'agents conformément à l'offre des produits pour la consommation finale, c'est-à-dire pour la consommation individuelle, collective, les investissements et la formation des stocks.

Le processus de développement économique est dirigé d'après les plans à long terme. Dans ces plans le taux de la croissance de la production matérielle est assuré par les investissements, par la croissance de la main-d'oeuvre disponible et de la productivité du travail. L'augmentation de la production des biens de production est fixée conformément au niveau des investissements, et l'augmentation de la production des biens de consommation permet d'augmenter le salaire réel moyen, déduction faite de l'augmentation de la consommation collective et de la croissance du budget social. Dans la planification à long terme les finances jouent le rôle passif: on n'emploie le tableau financier qu'en tant que tableau de cohérence, pour analyser les possibilités d'obtenir en même temps un certain taux des investissements et un taux de la croissance de la consommation.

Mais au cours de l'exécution des plans à long terme surgissent toujours des écarts d'objectifs et de moyens, qui doivent être introduits dans les plans à court terme, les plans annuels et trimestriels. C'est alors que la politique financière et la planification financière commencent à jouer un rôle actif.

Comme il a été démontré dans le tableau financier de l'économie polonaise, le système financier comporte six principaux bilans de recettes et de dépenses monétaires: le bilan des entreprises de production matérielle, des entreprises de commerce intérieur, des entreprises de commerce extérieur, le bilan de recettes et de dépenses des ménages (de la population), le budget d'État et le plan des crédits. Il n'est pas possible d'analyser ici les problèmes de la planification financière à court terme dans tous ces domaines. Prenons comme exemple le bilan de recettes et de dépenses des ménages, dont l'importance dans l'ensemble de l'économie nationale est très grande, car l'équilibre de ce bilan définit l'équilibre du marché des moyens de consommation. Ici sont réunis les problèmes de l'amélioration du niveau de vie, du salaire moyen réel — problèmes d'importance primordiale pour la population.

Pour aborder le problème, revenons au schéma du bilan de recettes et de dépenses monétaires des ménages, mais sous une forme générale, symbolisée. Le problème est d'équilibrer, dans une période donnée, l'augmentation de la demande avec l'augmentation de l'offre. Nous pouvons présenter ce problème sous la forme d'une équation:

$$\Delta S + \Delta V + \Delta B - \Delta I - \Delta E + \Delta C = \Delta P_2 - \Delta R_2 \pm \Delta CE_2$$

ou ΔS	signifie l'augmentation des salaires
ΔV	„ „ des recettes de vente de produits agricoles
ΔB	„ „ des prestations budgétaires
ΔI	„ „ des impôts
ΔE	„ „ de l'épargne
ΔC	„ „ des crédits bancaires
ΔP_2	„ „ de la production des moyens de consommation
ΔR_2	„ „ des réserves de moyens de consommation
ΔCE_2	„ „ de la consommation collective et des résultats du commerce extérieur dans le domaine des biens de consommation.

De règle, la première comparaison des prévisions de l'augmentation de l'offre (qui est représentée par le côté droit de notre équation) et de la demande (le côté gauche de l'équation) donne un résultat déséquilibré. Au lieu de l'équation, on obtient une inégalité, où l'augmentation de la demande dépasse l'augmentation de l'offre, ou au contraire, on observe un excédent de l'offre sur la demande. Les deux cas doivent être traités différemment.

Prenons d'abord le premier cas, où l'augmentation de la demande dépasse l'augmentation de l'offre des biens et des services sur le marché des moyens de consommation. L'écart de la demande planifiée de l'offre planifiée forme un trou caractérisé d'inflation. Dans une telle situation l'équilibre nécessaire peut être obtenu de différentes manières, en opérant avec divers facteurs composant les deux termes de l'inégalité.

Il faut admettre que, dans la planification à court terme, certains facteurs du bilan ne peuvent pas être changés, parce que leur niveau est le résultat des processus de longue durée, qui sont déjà en cours. Tel est le cas de l'accroissement de la main-d'oeuvre de la production des biens de la consommation (les deux étant définis par la politique d'investissements des périodes précédentes), en grande partie du commerce extérieur. Ce fait limite la liste des mesures financières qui peuvent être prises pour équilibrer le marché des biens de consommation. Ainsi pour faire disparaître le trou caractérisé d'inflation, qui se présente dans le bilan planifié des recettes et des dépenses des ménages, nous ne pouvons pas nous servir de telles mesures, que par ex. la diminution des cadres et des effectifs au dessous du niveau planifié, l'augmentation des investissements dans le secteur II de production, un changement considérable de la structure de l'importation, etc.

La première mesure d'équilibrer le marché des biens de consommation dans le plan à court terme consiste en la diminution de l'accroissement des réserves et l'exportation des biens de consommation, c'est-à-dire en la substitution de

$$\Delta CE_2' < \Delta CE_2$$

où CE_2' peut atteindre même une valeur négative, à condition, que l'économie nationale dispose de réserves suffisantes pour prévenir l'apparition d'un trou caractérisé d'inflation qui se présente à l'intérieur du plan.

Quoique l'utilisation des réserves est une mesure visant à équilibrer le marché, mesure, qui semble être très recommandable, parce qu'elle permet de sauvegarder le niveau antérieurement planifié de l'accroissement des salaires réels et autres facteurs de bilan de recettes et dépenses monétaires des ménages — il y a des cas, où elle est peu efficace. C'est notamment le cas lorsque l'accroissement de l'offre des biens de consommation ne peut pas atteindre le niveau planifié sous l'influence durable de certains facteurs (comme, par. ex. le taux insuffisant de la croissance de la production des biens de consommation, un déséquilibre dans le bilan des paiements étrangers qui conduit à une réduction de l'importation des biens de consommation, etc.). Si, dans un tel cas, on essaye de faire disparaître le trou caractérisé d'inflation en utilisant les réserves de marchandises — le résultat n'est que temporaire, et une fois les réserves épuisées, le trou apparaît de nouveau et de nouvelles mesures sont à prendre.

Lorsque l'excédent de l'accroissement de la demande ne peut être éliminé par l'utilisation des réserves des biens de consommation — la liquidation d'un trou caractérisé d'inflation doit être atteinte par une révision de l'accroissement des recettes monétaires, antérieurement planifié (prévu dans le plan à long terme pour la période considérée). Dans une économie socialiste la plus importante source de recettes monétaires des ménages sont les salaires. Si l'on présente l'accroissement de la somme globale des salaires en fonction de l'accroissement des effectifs et de l'accroissement du salaire moyen — on obtient l'équation suivante:

$$\Delta S = \Delta H (w + \Delta w) + H \Delta w$$

où H — le niveau moyen des effectifs dans la période précédente

ΔH — l'accroissement des effectifs pendant la période planifiée

w — le salaire moyen pendant la période précédente

Δw — l'accroissement du salaire moyen pendant la période planifiée.

L'équilibre sur le marché des moyens de consommation peut être atteint si l'on introduit dans cette équation le facteur

$$\Delta w' < \Delta w$$

Cela signifie, qu'étant donné la prévision de la situation caractérisée d'inflation sur le marché, le planificateur est obligé de freiner le rythme planifié de l'accroissement du salaire moyen, reportant la réalisation de cet objectif du plan à long terme à une période plus éloignée.

Le freinage du mouvement du salaire moyen est une mesure très efficace, parce qu'elle diminue la demande en général, et en même temps elle est acceptée plus favorablement par la population que, par exemple, une générale hausse des prix. Ceci s'explique par le fait, qu'une hausse des prix, même suivie par l'ajus-

tement des salaires, atteint à des degrés divers les budgets des ménages de différents groupes de salariés, ce qui donne lieu à des tensions sociales, etc.

Mais, si l'on freine l'accroissement du salaire moyen — pour diminuer l'excédent de la demande planifiée sur l'offre — il faut tenir compte de ce que ce facteur est lié à d'autres facteurs du bilan de recettes et dépenses des ménages, notamment à la formation de l'épargne. L'accroissement de l'épargne monétaire, antérieurement prévu dans le bilan, doit être diminué, lorsqu'on freine l'accroissement du salaire moyen. Si on exprime l'accroissement de l'épargne des salaires en fonction de l'accroissement du salaire moyen

$$\Delta E = f(\Delta w)$$

— la substitution dans le plan du facteur Δw par $\Delta w'$ donne un résultat

$$\Delta E' = f(\Delta w')$$

qui doit être introduit dans le bilan en même temps, que l'ajustement de l'accroissement du salaire moyen.

L'accroissement de l'imposition fiscale ($\Delta I' > \Delta I$) comme mesure de diminution du pouvoir d'achat des ménages est employé assez rarement, notamment dans les cas où s'impose un nivellement du rythme de la croissance des revenus monétaires de divers groupes de la population. Si l'on observe par exemple pendant une assez longue période, que la population rurale tire un plus grand avantage que les salariés de la croissance économique du pays — une hausse de l'impôt sur l'agriculture peut être envisagée, en même temps que l'accroissement des salaires. Cela signifie, que le changement du taux de l'imposition fiscale est surtout considéré comme instrument d'équilibre entre les rythmes de l'accroissement des revenus de divers groupes sociaux. Son influence sur l'équilibre global du marché des biens de consommation est considérée comme secondaire. Néanmoins, si un tel changement a lieu, on doit en tenir compte dans le bilan de recettes et dépenses monétaires des ménages.

Le changement de l'accroissement des crédits à la consommation, comme mesure d'équilibre du marché, a des particularités qu'il faut considérer lorsqu'on veut employer cet instrument. La plupart de ces crédits est accordée sous forme de crédits à la vente à tempérament. Cela signifie, que l'accroissement de la demande qui suit l'accroissement des crédits à la consommation n'a pas un caractère général, mais se concentre notamment sur certains produits, comme des voitures, des motos, des réfrigérateurs, des postes de radio, des téléviseurs, etc. Si, par exemple, la situation caractérisée d'inflation est due à une pénurie relative des produits d'alimentation, la limitation de crédits à la vente à tempérament ne pourrait pas l'améliorer, mais pourrait, par contre, augmenter la tension sur le marché. Le crédit à la consommation, n'étant accordé qu'à condition de verser une partie du prix de marchandise au comptant, absorbe le pouvoir d'achat et de cette façon la diminution de ces crédits augmente le

pouvoir d'achat dirigé vers les produits alimentaires. Ainsi, on ne peut employer cet instrument de diminution du pouvoir d'achat des ménages que dans des cas spéciaux, à savoir lorsqu'il y a un excédent de la demande sur l'offre de ces mêmes produits, qui sont vendus à crédit.

La diminution des prix des produits agricoles, vendus par les fermes privées en tant qu'instrument de diminution des recettes monétaires des ménages, bien que théoriquement possible, n'est jamais employée en pratique. Cette mesure change la rentabilité de la production agricole et de cette façon peut conduire à la réduction et aux changements de la structure de la production agricole. On emploie, certes, la politique des prix comme instrument visant à influencer la production agricole, mais non du point de vue du bilan des recettes et dépenses monétaires des ménages. Dans les cadres de ce bilan les prix des produits agricoles doivent être traités comme des variables changeant d'une façon indépendante du bilan.

Presque pareil est le cas des prix des biens de consommation. La politique des prix dans ce domaine a comme objectif majeur la stimulation de la consommation et plus précisément, de sa structure intérieure. On ne peut donc changer ces prix d'une façon incohérente, uniquement pour équilibrer le bilan trimestriel ou même annuel des ménages. Les changements de ces prix ont certes lieu, mais c'est en vue d'atteindre les équilibres partiels de la demande et de l'offre de certains produits et de leur groupes, et non pour atteindre l'équilibre global. C'est seulement lorsque toutes autres mesures deviennent complètement inefficaces, que l'on peut appliquer une hausse générale des prix de détail pour équilibrer le marché. Cela signifie alors la transformation de la situation caractérisée d'inflation en inflation ouverte. En pratique, un tel phénomène n'a eu lieu qu'une fois, en 1957, quand l'accroissement incontrôlé des salaires de 30% devait être en partie réduit par la hausse des prix de détail de 7% env.

L'analyse des mesures adoptées pour liquider une situation caractérisée d'inflation sur le marché des biens de consommation donne en même temps une idée sur les mesures, qui doivent être appliquées dans une situation inverse, c'est-à-dire lorsque l'accroissement de l'offre dépasse l'accroissement planifié de la demande. Il faut souligner, que le choix des mesures les plus efficaces dans une situation donnée, dépend d'une analyse approfondie de la structure de l'excédent de l'offre et de la connaissance parfaite des particularités de fonctionnement de chaque instrument de la politique financière dans ce domaine.



TABLE DES MATIÈRES

Flux monétaires dans l'économie socialiste	3
Rôle de crédit bancaire dans la répartition des produits	7
Planification financière à court terme et le problème de l'équilibre du marché	11



Bulletin:

Fasc. 13-16. *Études Coperniciennes, 1955-1957.*

Fasc. 17. *Adam Klewański et Toulouse, 1959.*

Fasc. 18/1. *J. U. Niemcewicz, 1960.*

Conférences:

- Fasc. 19. WITOLD POGORZELSKI, *L'activité scientifique de la section des équations intégrales de l'Institut Mathématique de l'Académie Polonaise des Sciences*, p. 10.
 ARKADIUSZ PIEKARA, *Sur l'effet de la saturation diélectrique et son rôle dans la chimie des composés organiques*, p. 5.
- Fasc. 20. JANUSZ LECH JAKUBOWSKI, *Aperçu des recherches scientifiques concernant la technique des hautes tensions à Varsovie*, p. 24.
- Fasc. 21. KAZIMIERZ LEPSZY, *La Renaissance en Pologne et ses liaisons internationales*, p. 20.
- Fasc. 22. JÓZEF HURWIC, *Les méthodes de vulgarisation scientifique dans les pays de l'Est*, p. 20.
- Fasc. 23. JÓZEF HURWIC, *Recherches diélectriques sur les interactions moléculaires dans les systèmes liquides à deux composants*, p. 16.
- Fasc. 24. IGOR ANDREJEW, *Le refus des aliments en droit pénal polonais, délit consistant à se soustraire à l'obligation alimentaire*, p. 16.
- Fasc. 25. JANINA ROSEN-PRZEWORSKA, *Les sculptures de Słęża et le problème celtique en Pologne*, p. 25.
- Fasc. 26. JERZY STAROŚCIAK, *Problèmes de la codification du droit administratif en Pologne*, p. 20.
- Fasc. 27. STANISŁAW KOLBUSZEWSKI, *Le théâtre de Stanisław Wyspiański*, p. 24.
- Fasc. 28. JÓZEF LITWIN, *Les conflits d'attributions entre les organes administratifs et les tribunaux de droit commun d'après un projet de loi polonais de 1962*, p. 24.
- Fasc. 29. WITOLD CZACHÓRSKI, *L'obligation alimentaire d'après le droit polonais*, p. 34.
- Fasc. 30. KAZIMIERZ SMULIKOWSKI, *Les éclogites et leur genèse au cours du métamorphisme régional*, p. 28.
- Fasc. 31. JÓZEF GIEROWSKI, *Nouvelle orientation de la recherche sur la Silésie 1945-1962*, p. 18.
- Fasc. 32. PIOTR ZAREMBA, *Les principes du développement des villes portuaires*, p. 34.
- Fasc. 33. EUGENIUSZ MODLIŃSKI, *Aspects juridiques de la représentation ouvrière dans les entreprises en Pologne*, p. 20.
- Fasc. 34. JULIUSZ STARZYŃSKI, *Delacroix et Chopin*, p. 24 + 16 ill.
- Fasc. 35. BOGUSŁAW LEŚNODORSKI, *Institutions polonaises au siècle des Lumières*, p. 44.
- Fasc. 36. WITOLD HENSEL, *Méthodes et perspectives des recherches sur les centres ruraux et urbains chez les Slaves VII^e-VIII^e siècles* (sous presse).
- Fasc. 37. WITOLD NOWACKI, *Sur certains problèmes dynamiques de la thermoélasticité* (sous presse).
- Fasc. 38. WŁADYSŁAW KURASZKIEWICZ, *L'origine du polonais littéraire*, p. 13.
- Fasc. 39. STEFANIA SKWARCZYŃSKA, *Mickiewicz et la révolution de Francfort en 1833*, p. 20.
- Fasc. 40. KALIKST MORAWSKI, *Le roman historique moderne en France*, p. 19.
- Fasc. 41. PAWEŁ SZULKIN, *Leçons sur la théorie des ondes électromagnétiques* (sous presse).
- Fasc. 42. STANISŁAW BEREZOWSKI, *Cracovie et sa région. Exemple de méthode de régionalisation économique*, p. 42.
- Fasc. 43. MARIAN WERAŁSKI, *Le développement du système financier des entreprises d'État en Pologne*, p. 16.
- Fasc. 44. ALEKSANDER GIEYSZTOR, *La Pologne et l'Europe au Moyen Âge*, p. 16.



ACADÉMIE POLONAISE DES SCIENCES
CENTRE SCIENTIFIQUE À PARIS

74, rue Lauriston, Paris 16^e

Tél. KLÉ. 51-91